

4 novembre 2009

Honduras : la victoire du « Smart Power »

Eva GOLINGER



Henry Kissinger a dit que la diplomatie était « *l'art de freiner le pouvoir* ». A l'évidence, l'idéologue le plus influent sur la politique étrangère des Etats-Unis du 20ème siècle faisait référence à la nécessité de « freiner le pouvoir » des autres états et gouvernements afin de pouvoir maintenir la domination globale des Etats-Unis.

Des présidents tels que George W. Bush ont eu recours au « Hard Power » (*pouvoir brutal, force brute ou la méthode dure – NDT*) pour atteindre cet objectif : armes, bombes, menaces et invasions militaires.

D'autres, tels que Bill Clinton, ont eu recours au « Soft Power » (*pouvoir doux, subtil ou la méthode douce – NDT*) : guerre culturelle, Hollywood, idéaux, diplomatie, autorité morale et campagnes pour « gagner les cœurs et les esprits » des habitants des pays ennemis.

L'administration Obama a choisi une mutation de ces deux concepts, en fusionnant la puissance militaire avec la diplomatie, l'influence politique et économique avec une pénétration culturelle et des manœuvres juridiques. Ils appellent ça le « Smart Power » (*pouvoir intelligent, ou la méthode douce, subtile – NDT*). Appliqué pour la première fois avec le coup d'état au Honduras, on peut dire qu'il a, jusqu'à présent, fonctionné à merveille.

Au cours de son audition devant le Sénat pour sa nomination, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a déclaré que « *nous devrions utiliser ce que l'on appelle « smart power », l'éventail complet des outils à notre disposition – diplomatiques, économiques, militaires, politiques, juridiques et culturelles – et choisir l'outil, ou une combinaison d'outils, adapté à chaque situation. Avec le « smart power », la diplomatie deviendra le fer de lance de notre politique étrangère.* » Clinton a ensuite précisé ce concept en affirmant que « *la voie la plus sage sera de recourir d'abord à la persuasion* ».

Qu'y a-t-il d'intelligent dans ce concept ? Il s'agit d'une forme de politique difficile à classer, difficile à détecter et difficile à dévoiler.

Le Honduras est un exemple. D'un côté, le Président Obama condamne le coup d'état contre le Président Zelaya tandis que son ambassadeur à Tegucigalpa se réunit régulièrement avec les putschistes.

La secrétaire d'Etat Clinton a répété à maintes reprises au cours des quatre derniers mois que Washington ne voulait pas « influencer » sur la situation au Honduras – que les Honduriens devaient résoudre eux-mêmes la crise, sans ingérence extérieure.

Mais c'est Washington qui a imposé le processus de médiation « mené » par le Président Oscar Arias du Costa Rica, et c'est Washington qui a continué à financer le régime putschiste et ses partisans via USAID, et c'est encore Washington qui a contrôlé et commandé les forces armées honduriennes - coupables de répressions contre le peuple et qui ont instauré un régime brutal - par le biais d'une présence militaire massive dans la base militaire de Soto Cano.

De plus, ce sont des lobbyistes à Washington qui ont rédigé « l'accord » de San José, et au final, c'est une délégation de hauts fonctionnaires du Département d'Etat et de la Maison Blanche qui ont « convaincu » les Honduriens d'accepter cet accord. Malgré l'ingérence constante des Etats-Unis dans le coup d'état au Honduras – par un soutien financier, logistique, politique et militaire – la tactique du « smart power » de Washington a réussi à tromper l'opinion publique et faire passer l'administration Obama comme le grand vainqueur du « multilatéralisme ».

Le « smart power » a réussi à faire passer l'unilatéralisme de Washington pour du multilatéralisme. Dès le premier jour, Washington a imposé son programme. Le 1er Juillet, des porte-parole du Département d'Etat ont avoué lors d'une conférence de presse qu'ils avaient été au courant de l'imminence d'un coup d'état au Honduras. Ils ont aussi avoué que deux hauts fonctionnaires du Département d'Etat, Thomas Shannon et James Steinberg, se trouvaient au Honduras une semaine avant le coup pour rencontrer les groupes civils et militaires impliqués. Ils ont déclaré que leur objectif était « *d'empêcher le coup d'état* ». Mais comment expliquer alors que l'avion qui a emmené de force le Président Zelaya en exil ait décollé de la base militaire de Soto Cano en présence d'officiers militaires américains ?

Les faits dévoilent le vrai rôle de Washington dans le coup d'état au Honduras, et démontrent l'efficacité du « soft power ». Washington savait qu'un coup d'état se préparait, mais a continué à financer les conspirateurs via USAID et NED. Le Pentagone a participé à l'exil forcé et illégal du Président Zelaya et ensuite l'administration a utilisé l'Organisation des Etats d'Américains (OEA) – qui à l'époque était moribonde – comme une couverture pour atteindre ses objectifs. Le discours du Département d'Etat a toujours légitimé les putschistes en appelant « *les deux parties... à résoudre le conflit politique d'une manière pacifique par le dialogue.* » Depuis quand l'auteur d'une prise de pouvoir illégale est-il considéré comme une « partie légitime » intéressée par un dialogue ? A l'évidence, un criminel qui a pris le pouvoir par la force n'est pas intéressé par un dialogue. Avec une telle logique, le monde devrait encourager l'administration US à « *résoudre son conflit politique avec Al Qaeda d'une manière pacifique par le dialogue, et non par la guerre* ».

Le « smart power » d'Obama/Clinton a remporté sa première victoire au cours des premiers jours du coup d'état, en persuadant les états membres de l'OEA d'attendre 72 heures pour permettre au régime putschiste du Honduras de « réfléchir à ses actes ». Peu de temps après, la secrétaire d'Etat Clinton a imposé une médiation, menée par Arias. Ensuite, à ce stade, un tel espace avait été concédé à Washington que les Etats-Unis n'ont eu aucun mal à prendre les commandes. Lorsque le

Président Zelaya s'est rendu à Washington pour rencontrer Clinton, il était évident qu'il n'avait plus le contrôle. Et c'est comme ça qu'ils ont manœuvré, en gagnant toujours plus de temps jusqu'à la dernière minute, si bien que même si Zelaya revenait au pouvoir, il n'aurait ni l'espace ni le temps pour gouverner.

Le peuple, lui, a été exclu du processus. Des mois de répression, de violences, de persécutions, de violations des droits de l'homme, de couvre-feu, de fermetures de média, de tortures et d'assassinats politiques sont passés à la trappe. Quel soulagement, a déclaré le sous-secrétaire d'Etat Thomas Shannon lors de la signature de « l'accord » final, que la situation au Honduras ait été résolue « *sans violence* ».

Dès la signature de « l'accord » le 30 octobre dernier, Washington a levé les rares restrictions imposées au régime pour soi-disant exercer une pression sur les putschistes. Désormais, ces derniers peuvent à nouveau obtenir des visas et voyager aux Etats-Unis, et ils n'ont même pas à se préoccuper des millions de dollars d'aide accordés par USAID, aide qui en réalité n'avait jamais été suspendue... Les militaires US basés à Soto Cano peuvent reprendre toutes leurs activités – sauf qu'elles n'ont jamais été interrompues. La *Southern Command* (SOUTHCOM) du Pentagone a affirmé quelques jours après le coup d'état que « *tout était normal chez nos forces armées au Honduras, elles poursuivent toutes leurs activités habituelles avec leurs collègues honduriens.* » Et Washington a déjà préparé sa délégation d'observateurs pour les élections présidentielles du 29 novembre prochain – ils sont déjà en route.

Alors oubliez le tortionnaire de la Guerre Froide, Billy Joya, qui complotait avec les putschistes contre la résistance. Oubliez les forces colombiennes paramilitaires envoyées pour aider le régime à « contrôler » la population. Oubliez le recours aux canons à son destin à torturer les occupants de l'ambassade du Brésil pour faire sortir Zelaya des locaux. Oubliez tout, il ne s'est rien passé. Comme l'a dit Thomas Shannon, « *nous félicitons ces deux grands hommes pour cet accord historique* ». Et la secrétaire d'Etat Clinton de rajouter « *cet accord constitue une grande victoire pour les Honduriens.* » Attendez une minute, une victoire pour qui ?

Au final, « l'accord » tant vanté et imposé par Washington ne fait que demander au Congrès hondurien – le même Congrès qui a falsifié la lettre de démission de Zelaya afin de justifier le coup d'état, le même Congrès qui a soutenu l'installation illégale de Micheletti à la présidence – de décider si Zelaya doit être remis au poste de président. Mais uniquement après avoir reçu l'avis de la Cour Suprême du Honduras – la même cour qui a qualifié Zelaya de traître pour avoir appelé à une consultation (sans engagement) sur une éventuelle réforme constitutionnelle future, la même cour qui avait ordonné sa capture brutale. Même si la réponse du Congrès était positive, Zelaya n'aurait aucun pouvoir. L'« accord » stipule que les membres de son cabinet seront désignés par les partis politiques impliqués dans le coup d'état, et les forces armées seront placées sous le contrôle de la Cour Suprême qui a soutenu le coup d'état, et que Zelaya pourrait être jugé pour le « crime » de « trahison » parce qu'il demandait un vote non contraignant sur une éventuelle réforme constitutionnelle.

Selon l'« accord », une commission sera chargée de surveiller son application. Aujourd'hui, Ricardo Lagos, ex-président du Chili et fidèle allié de Washington, a été désigné à la tête de la commission. Lagos est co-directeur du Conseil d'Administration de *Dialogue Inter-Américain*, un groupe de réflexion de droite qui exerce une influence sur la politique de Washington en Amérique latine. Lagos a aussi

été chargé de créer la version chilienne de la NED (National Endowment for Democracy) qui s'appelle « Fundación Democracia y Desarrollo », destinée à « *promouvoir la démocratie* » en Amérique latine, à la manière US. En quittant la présidence du Chili en 2006, Lagos a été nommé Président du Club de Madrid – un club sélect d'ex-présidents qui se consacrent à « *promouvoir la démocratie* » à travers le monde.

Plusieurs figures clés de ce club sont actuellement impliquées dans la déstabilisation de gouvernements de gauche en Amérique latine, dont Jorge Quiroga et Gonzalo Sánchez de Lozada (anciens présidents de la Bolivie), Felipe Gonzalez (ancien premier ministre espagnol), Vaclav Havel (ancien président de la République tchèque) et José Maria Aznar (ancien premier ministre espagnol), entre autres.

Au final, le « smart power » aura été suffisamment subtil pour tromper tous ceux qui saluent à présent la « fin de la crise » au Honduras. Mais pour une majorité de latino-américains, la victoire du « smart power » d'Obama au Honduras constitue un sombre et dangereux présage.

Des initiatives telles que l'ALBA ont à peine commencé à atteindre un niveau d'indépendance vis-à-vis de la puissance dominante du nord.

Pour la première fois dans leur histoire, les nations et peuples d'Amérique latine ont collectivement tenu tête en faisant preuve de dignité et de souveraineté pour construire leur propre avenir.

Puis Obama est arrivé avec son « smart power », et l'ALBA a été frappée par le coup d'état au Honduras, et l'intégration de l'Amérique latine se retrouve affaiblie par l'expansion US en Colombie, et le combat pour l'indépendance et la souveraineté dans l'arrière cour de Washington est en train d'être écrasé avec un sourire cynique et une poignée de main hypocrite.

C'est en courbant l'échine devant Washington que la crise au Honduras a été « résolue ». Une crise qui, ironiquement, fut fomentée par les Etats-Unis eux-mêmes.

On parle à présent de coups d'états similaires au Paraguay, au Nicaragua, en Equateur et au Venezuela où la subversion, la contre insurrection et la déstabilisation se font sentir chaque jour un peu plus. Le peuple du Honduras est toujours en état de résistance, malgré « l'accord » entre les gens au pouvoir. Leur soulèvement déterminé et leur engagement aux côtés de la justice sont un symbole de dignité. La seule manière de battre l'impérialisme – qu'elle soit douce, dure ou subtile – c'est par l'union et l'intégration des peuples.

« Nous commettons l'illégal de suite. Pour l'anticonstitutionnel, il faut plus de temps. » - Henry Kissinger

Eva Golinger

<http://www.chavezcode.com/>

traduction VD pour Le Grand Soir